

Expertises

Votre lettre d'information

Économie

Marchés financiers

Finance responsable

EN BREF

Les 3 infos à retenir

Rédaction : **Sienna**
INVESTMENT MANAGERS

Croissance

La Commission européenne table sur une croissance de 0,8 % dans la zone euro pour cette année.

Politique monétaire

La Fed pourrait stabiliser ses taux directeurs lors des prochaines réunions. En Europe, la BCE devrait réduire ses taux en décembre.

Inflation

La désinflation mondiale marque le pas, notamment dans les pays développés, mais la tendance désinflationniste devrait se poursuivre.

LE CHIFFRE CLÉ

25 %

Donald Trump a menacé le Canada et le Mexique de faire passer ses droits de douane à 25 % dès janvier sur leurs produits, alors qu'Ottawa a pour premier partenaire commercial les États-Unis. Il a aussi annoncé une hausse de 10 % de ses taxes douanières sur les importations chinoises.

L'ANALYSE DU GÉRANT

Une fin d'année moteur pour 2025 ?

L'élément clé dans notre scénario pour les prochains mois est celui d'une croissance mondiale solide, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe et en Chine.

Ainsi, l'économie américaine résiste mieux que prévu. La croissance du P.I.B. y a été robuste au T3 (+2,8 % en annualisé), tirée une fois de plus par la consommation des ménages, alors que l'élection de Donald Trump devrait se traduire par la mise en œuvre d'un programme légèrement pro-croissance et inflationniste. Le séquençage des diverses mesures aura inéluctablement des répercussions sur la croissance et les marchés financiers.

De son côté, le P.I.B. de la zone euro a progressé de 0,4 % sur le troisième trimestre, soit le taux de croissance le plus élevé en deux ans, alors que sur un an, sa hausse est de 0,9 %, sa meilleure performance depuis le premier trimestre 2023. Pourtant, la dynamique de croissance en zone euro reste affaiblie par une demande domestique atone alimentée par les incertitudes politiques en France et en Allemagne, ainsi que la crainte de nouveaux droits de douane aux États-Unis. Néanmoins, les moteurs de croissance en Europe devraient se renforcer dans les mois à venir, à commencer par la consommation.

En effet, la hausse du pouvoir d'achat, permise par le ralentissement de l'inflation et la nette hausse des salaires, favorise l'envie de consommer des ménages européens qui, parallèlement, cessent d'accroître leur épargne.

Pour l'heure, ce sont les services qui seront au cœur de l'embellie conjoncturelle que nous anticipons dans notre scénario, alors que l'industrie européenne reste pénalisée par la faiblesse de la demande. L'investissement dans le logement devrait se stabiliser, aidé par la baisse des taux longs qui tend à se poursuivre.

En Chine, l'heure est à un ambitieux plan de relance économique. La prise de conscience des autorités pour éviter un accident de croissance est une bonne nouvelle pour l'activité mondiale et notamment européenne. Ces mesures pourraient permettre à l'économie chinoise d'accélérer pour le reste de l'année, afin d'atteindre l'objectif des autorités d'une croissance de +5 % du P.I.B., voire plus, pour 2024.

Dans notre scénario, nous tablons sur une hausse du P.I.B. mondial de 3 % en 2024. Pour 2025, les perspectives sont rendues incertaines par l'élection de Donald Trump, dont le programme économique repose pour une large part sur la hausse des droits de douane. Cependant, des incertitudes persistent sur l'application ou non de ce programme et sur des rétorsions éventuelles aboutissant à une guerre commerciale mondiale qui aurait un impact plus significatif sur la croissance mondiale. Pour l'heure, et faute de visibilité, nous tablons sur un maintien du P.I.B. mondial en 2025, autour de +3 %. Le risque par rapport à ce scénario est celui d'une guerre commerciale mondiale, alors que l'environnement géopolitique international reste dégradé.

REPÈRES

Indicateurs économiques



Zone euro

+ 0,9 % : taux de croissance du PIB T3 2024 (ga)

+ 2,3 % : taux d'inflation en novembre 2024 (ga)



États-Unis

+2,7 % : taux de croissance du PIB T3 2024 (ga)

+2,6 % : taux d'inflation en octobre 2024 (ga)

Indicateurs de marchés¹

Variation mensuelle²

Niveau à fin novembre 2024

Taux à 10 ans

Allemagne	2,3 %	2,1 %
France	1,6 %	2,9 %
Italie	2,7 %	3,3 %
Espagne	2,3 %	2,8 %

Indices

EUROSTOXX 50 (Europe)	-0,5 %	4 804
CAC 40 (France)	-1,6 %	7 235
S&P 500 (Etats-Unis)	5,7 %	6 032
ESTER	0,3 %	3,2 %
EURIBOR 3 M	0,0 %	2,9 %

Devise EUR / USD

-2,8 % 1,06

Pétrole (Brent) \$/baril

-0,3 % 73

1 - Les niveaux et les performances des indices étrangers sont en devise locale
2 - Pour les taux, il s'agit de la différence entre les deux dates

Source : Bloomberg

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

au 30 novembre 2024

CLASSES D'ACTIFS

CONVICTION*

COMMENTAIRE

Actions zone euro



Nous restons positifs sur les actions de la zone euro.

Actions US



Nous restons neutres sur les actions américaines.

Actions émergents



Nous sommes surexposés aux pays émergents, notamment le Brésil et la Chine.

Obligations d'États



Nous avons augmenté la duration des fonds en achetant de la dette souveraine de la zone euro, au niveau de 2,4 % du Bund.

Obligations d'entreprises



Nous restons surpondérés sur le crédit.

Devise EUR/USD



Nous favorisons un rebond de l'euro face au dollar l'année prochaine.

Or/Pétrole/Matières premières



La consommation de pétrole devrait ralentir en 2025, ce qui impactera son prix à la baisse.

* Légende : Positif : ● Neutre : ● Négatif : ●

LE BILLET DE LA FINANCE RESPONSABLE

COP29 : un pas en avant, mais des engagements jugés insuffisants

La COP29, qui s'est tenue à Bakou du 11 au 22 novembre, avait pour but d'établir un nouvel accord de financement climatique, remplaçant l'objectif actuel de 100 milliards de dollars, et de convenir de règles pour un marché mondial du carbone. Après deux semaines de négociations, les délégués ont convenu de verser annuellement 300 milliards de dollars jusqu'en 2035 aux pays en développement, s'inscrivant dans un objectif global de 1 300 milliards de dollars pour le financement climatique.

Cet accord a été qualifié d'« insulte » par les pays en développement, qui avaient demandé plus de 1 000 milliards de dollars pour répondre aux défis de la crise climatique.

Après neuf ans de négociations, les pays se sont mis d'accord sur les derniers éléments, définissant la manière dont les marchés du carbone fonctionneront dans le cadre de l'Accord de Paris, rendant les échanges entre pays et un mécanisme de crédits carbone pleinement opérationnels. Cela entraîne un processus d'autorisation des échanges de crédits carbone, un fonctionnement des registres et une vérification obligatoire des projets en amont.

Malgré ces avancées, la COP29 a été marquée par des limites significatives. En effet, les discussions sur la réduction des émissions ont peu progressé, avec des pays comme l'Arabie saoudite ou la Russie bloquant les mentions sur la sortie progressive des combustibles fossiles. Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a exprimé sa déception face à l'absence d'un résultat plus ambitieux, soulignant l'importance de contenir le réchauffement climatique dans la limite de +1,5° celsius.

Les pays en développement ont également exprimé leur frustration face à des engagements jugés insuffisants. Des représentants de nations vulnérables ont déclaré que l'accord ne répondait pas à leurs besoins urgents, mettant en lumière le fossé entre les pays développés et ceux en développement. Un représentant de l'Inde a même qualifié le nouvel objectif de « somme dérisoire » et a appelé à une plus grande ambition de la part des pays développés.

Pour conclure, cette COP29, à l'instar des précédentes, a généré des annonces ambitieuses, mais souffre d'un manque de caractère contraignant, limitant sans doute son efficacité et rendant ses engagements fragiles et réversibles.



Avertissement

« Ce document a été produit à titre d'information exclusivement et n'a pas de valeur pré-contractuelle ou contractuelle. La référence à certaines valeurs est donnée à titre d'illustration. Ce document n'a pas pour objectif de promouvoir l'investissement en direct dans ces dernières, et ne constitue ni une recommandation d'achat ou de vente, ni un conseil en investissement de la part de Sienna Gestion. Ce document est la propriété intellectuelle de Sienna Gestion ne peut pas être reproduit, distribué ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable écrite de Sienna Gestion. Les performances passées ne préjugent pas des performances à venir. Sienna Gestion s'efforce d'assurer l'exactitude des informations communiquées mais ne peut cependant en garantir l'exhaustivité et décline toute responsabilité en cas d'omission, ou d'erreur dans ces informations »

Epsens - Entreprise d'investissement agréée en France par l'ACPR | Code Banque CIB : 11 383 - Société Anonyme au capital de 20 376 960,40 € | 538 045 964 R.C.S. Paris | N° TVA intracommunautaire : FR 92 538 045 964 | Siège social : 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 09 | www.epsens.com

Sienna Gestion - Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 9 728 000 € | RCS : 320 921 828 Paris - N° Agrément AMF : GP 97020 en date du 13 mars 1997 | N° TVA intracommunautaire : FR 47 320 921 828 - Code APE : 6430Z - Siège social : 21 boulevard Haussmann, 75009, Paris | www.sienna-gestion.com

